VIII.—COMITÉ PERMANENT DES DÉPENSES CONTINGENTES—*Continuation.**Autres matières référées :*

Rapport du greffier en loi (18 avril) en vertu de l'ordre du 8 novembre 1854 ; avec instruction de s'enquérir des services de M. Keele, et de faire rapport de la rémunération à lui accorder.

Cette partie des journaux de cette chambre du 22 août 1851 qui a rapport à l'octroi de £500 à Paul Kane pour avoir fourni à la chambre un certain nombre de peintures à l'huile ; avec instruction de s'enquérir si les conditions imposées à Kane ont été remplies.

Copie de la lettre du greffier à Paul Kane, au sujet des dites peintures à l'huile, et réponse de Kane du 2 juin.

Premier rapport, 4 mars ; *Second rapport*, 6 mars ; *Troisième rapport*, 18 mars ; *Quatrième rapport*, 23 avril ; *Cinquième rapport*, 28 avril ; *Sixième rapport*, 14 mai ; *Septième rapport*, 27 mai ; *Huitième rapport*, 13 juin ; *Neuvième rapport*, 16 juin.

IX.—COMITÉ PERMANENT DES COMPTES PUBLICS.

Matières référées :

Les comptes publics pour 1854.

Instruction (27 février) de s'enquérir de temps à autre des mesures qui, dans son opinion, paraîtront propres à introduire à un plus haut degré l'économie dans les dépenses publiques et l'amélioration dans le système des comptes, et d'en faire rapport à cette chambre.

Instruction (3 avril) de prendre les résolutions suivantes en considération et de faire rapport :

1. Que l'année fiscale pour tous les départements publics devrait se terminer le 1er décembre de chaque année.
2. Que tous les comptes des revenus et déboursés des fonds publics devraient être rendus au bureau de l'auditeur des comptes publics ou de tout autre officier chargé d'examiner et faire rapport sur les comptes publics, le ou avant le 15 décembre de chaque année.
3. Que tout officier public qui négligerait de rendre ses comptes dans le temps prescrit, devrait être déclaré incompetent à remplir aucune charge ayant trait à la réception ou au paiement des fonds publics pour l'année suivante.
4. Qu'il devrait être du devoir de l'auditeur des comptes publics d'auditer et corriger les comptes publics, et de faire un état général de tous les comptes de la recette et des déboursés des fonds publics, classifié sous des titres convenables, montrant l'état de chaque compte, ou classe de compte, avec tels extraits ou états suffisants pour montrer clairement un état des recettes et déboursés pour l'année précédente.
5. Que le rapport de l'auditeur et tel état des comptes publics devraient être imprimés à temps pour être soumis à la législature dans les premiers dix jours de l'ouverture de la session chaque année.

Premier rapport, 13 mars ; *Second rapport*, 18 mars ; *Troisième rapport*, 22 mars ; *Quatrième rapport*, 14 mai.